



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

06-12-2016

La stratégie capitaliste d'Airbus : 1000 milliards de commandes = 1164 suppressions d'emplois

Sous prétexte de la fusion-absorption d'Airbus group par Airbus la direction générale a mis en place un énième plan de restructuration : "le Plan Gemeni".

Airbus a été privatisé en 1997 sous le gouvernement de cohabitation de Chirac-Jospin, J.-C Gayssot était ministre des transports. Depuis les plans de restructuration n'ont pas cessé de se succéder. Pour n'évoquer que les plus récents, le plan Power 8 de 2007 s'est soldé par **une suppression de 7900 postes** chez Airbus et ses sous-traitants. En 2012, le directeur général d'Airbus, F. Brégier, se réjouissait de la réussite du plan Power 8 "Les objectifs initiaux ont été largement dépassés", (...) nous avons économisé 2,5 milliards d'euros (... et généré) dix milliards d'euros de cash" (1). En **2014** nouveau plan de restructuration : **1400 emplois supprimés** en France (2), pour un objectif de **rentabilité porté à 10 %** dès 2015.

Le 29 octobre, à l'issu du CEE (Comité d'Entreprise Européen) la direction confirmait les orientations définies par T. Enders, président exécutif d'Airbus, septembre 2016 : "Nous sommes en train de réfléchir aux moyens de réduire les coûts de nos structures et d'être plus efficace. Il faut créer des ponts entre les divisions pour permettre le transfert de salariés en fonction des besoins. L'organisation d'Airbus sera plus rationnelle et cette rationalisation s'accompagnera de réductions d'effectifs". Résultat de la réflexion : **1164 suppressions d'emplois**, départs à la retraite non remplacés, incitations financières

au départ, **325 transferts** de postes à Toulouse, **fermeture** du site historique de Suresnes programmé pour la fin 2018 et des "licenciements secs", ce que n'exclut pas Le PDG d'Airbus : "Je ne peux pas garantir qu'il n'y aura pas de licenciement secs (Enders, le Figaro, 5-12-2016).

Le plan Gemini n'est contraint par aucune difficulté économique. Airbus à un carnet de commandes de 1006 milliards, soit 15 années de travail. En 2015, le chiffre d'affaire est de 6,5 milliards d'€, le bénéfice net de 2,7 milliards d'€. au 1^{er} semestre 2016, Il a réalisé 1.761 millions de profit. Ce sont les salariés du groupe qui ont créé ces richesses, elles sont le fruit de leur travail et elles doivent leur revenir.

Le plan Gemini c'est **350 millions** d'économie, pour gonfler encore les dividendes, T. Enders s'est engagé "à générer de solides rendements aux actionnaires" . En 2015, Airbus a versé **1milliards d'€ de dividendes**, en **4 ans les dividendes ont augmenté de 175%!!!** Pour réaliser de tels profits la direction d'Airbus veut **réduire les coûts** en supprimant des emplois, en intensifiant la productivité, en augmentant les cadences. Le plan précise qu'en 2019 c'est 13gros porteurs A350 qui devront sortir des usines par mois, actuellement il y en a à peine 8,5.

Ce plan, soutenu par les Etats français et allemand qui possèdent chacun 11% des parts d'Airbus, et qui reçoit l'accord des élus de tout bord de la région de Toulouse , **n'a qu'une stratégie , c'est la recherche du profit maximum immédiat en surexploitant les travailleurs et en mettant en danger l'entreprise.** La direction "dégraisse" dans des secteurs clés pour l'avenir tel que Recherche & Technologie qui est essentiel pour l'innovation. La seule vision industrielle des multinationales capitalistes, incarnées par Airbus, c'est de gonfler les profits!

Airbus, comme toutes les multinationales industrielles et financières, doit être nationalisé, géré et contrôlé par le peuple. Il faut arracher aux capitalistes les richesses créées par le travail qu'ils s'approprient. Cette exigence est incontournable.

(1) Fflux de trésorerie disponible, qui représente la capacité d'autofinancement d'une entreprise obtenue dans l'année et qui n'est destinée ni à acheter de nouveaux actifs ni à payer des dettes.

(2) 5800 suppressions au total en Europe.